

Libre-propos

Abandon du Franc CFA : quand les autruches relèveront leurs têtes

Par Fidèle MAGOUANGOU
Libreville/Gabon

LE Gabon est un pays membre de la Cémac et de la Zone Franc dont la monnaie est le Franc cfa. Il participe, de ce fait, au fonctionnement du compte d'opération domicilié au Trésor Public français. L'histoire récente montre que sa contribution, en termes de réserves de change, via ses recettes d'exportations, est en moyenne positive ; participant ainsi au renforcement de la stabilité monétaire et de la crédibilité du Franc cfa.

Pourtant, lors de la dernière dévaluation du Franc CFA, les Autorités gabonaises n'ont pas été associées à la décision de changement de parité entre le Franc cfa et le Franc français intervenue en janvier 1994.

Au moment où circulent des informations sur l'existence d'un projet de création d'une monnaie commune dans l'espace de la CEDEAO (UEMOA et Nigeria), la persistance des rumeurs sur une nouvelle éventuelle dévaluation du Franc cfa doit amener les responsables politiques de la Cémac à être sur leur garde et à envisager tous les scénarii possibles quant à l'avenir du Franc cfa.

L'objet de cette réflexion est d'indiquer la voie à suivre afin que la décision de création d'une monnaie nationale soit salutaire pour l'économie gabonaise et le bien-être des populations tout en indiquant les écueils éventuels. Elle est articulée en deux temps. Nous commencerons d'abord par une revue des raisons qui militent pour l'abandon du Franc cfa. Ensuite, nous précisons « les recettes » de la nouvelle politique monétaire.

Abandon du Franc CFA

Abandonner le Franc cfa et créer une nouvelle monnaie nationale peut être une option attractive. En effet, disposer de sa propre monnaie permet de fixer librement le niveau du taux d'intérêt de la Banque Centrale en fonction de la conjoncture économique. Celle-ci peut l'augmenter pour freiner l'inflation ou l'abaisser pour promouvoir la croissance. En plus, elles peuvent également modifier la parité de la monnaie pour faire face aux chocs exogènes (baisse du prix du pétrole par exemple) de différentes natures.

Mais attention, l'adoption d'une monnaie nationale peut être une expérience à hauts risques qui peut faire passer de l'enthousiasme de la souveraineté monétaire au cauchemar de la faillite de l'économie nationale. Les pourfendeurs du Franc cfa évoquent plusieurs raisons pour l'enterrer :

1. Il favorise les intérêts des entreprises de la métropole installées dans les anciennes colonies en supprimant le risque de change grâce à la fixité du taux de change et la libre transférabilité des capitaux. Par ailleurs, les Pays Africains de la Zone Franc (PAZF) servent de débouchés aux produits fabriqués en métropole, profitant ainsi de la surévaluation du Franc cfa qui peut être assimilée à une subvention à l'importation.

2. Le dispositif du compte d'opérations permet à l'Etat français d'acquérir les matières premières en provenance des pays membres en créditant simplement celui-ci sans opérer le moindre paiement nécessitant des devises comme c'est le cas si ces dernières étaient importées en dehors de la Zone Franc. Par ailleurs, les États membres des deux zones (UEMOA et CEMAC) centralisent leurs réserves de change auprès de leur banque centrale qui sont tenues de déposer 50% de ces réserves auprès du Trésor Public français. Certaines critiques estiment que ces fonds gelés auraient pu servir à financer l'activité économique domestique et limiter ainsi le rationnement du crédit.

3. L'euro étant une monnaie forte, sa parité fixe avec le Franc cfa fait que celui-ci est surévalué. Cette situation est défavorable aux exportations et favorable aux importations et peut conduire au déficit de la balance des opérations courantes. Si elle persiste, les réserves de change vont diminuer.

4. La faiblesse des performances économiques réelles obtenues avec le Franc cfa nous conduit à la création d'une monnaie nationale (le Dole, le Miang, le Gabao...). L'option d'une monnaie communautaire est exclue car très difficile à gérer surtout lorsque les pays ne commercent pas assez entre eux. Pour s'en

convaincre, il suffit d'observer le casse-tête dans lequel se trouve la Zone Euro dont la survie reste incertaine si l'on en croit les analyses de J.E. Stiglitz (2016).

La nouvelle monnaie : conditions de viabilité

Disposer d'une politique budgétaire et d'une politique monétaire en même temps facilite le pilotage de l'économie. La marge de manœuvre supplémentaire, obtenue grâce à l'abandon du Franc cfa, doit être utilisée pour :

- développer l'activité en mettant suffisamment de liquidité dans l'économie afin de baisser les tensions de financement des entreprises ;
- mettre en œuvre une politique de change qui protège contre les chocs exogènes et qui stimule les exportations.

En économie ouverte, la valeur d'une monnaie est déterminée par son taux de change par rapport à une monnaie étrangère (1 USD = 637.419 Franc cfa ou 1 EURO = 655.957 Franc cfa). Celle-ci dépend, entre autres, de trois déterminants fondamentaux :

1. Le différentiel d'inflation mesuré par la Parité des Pouvoirs d'Achat (PPA) ;
2. Le Solde des Transactions Courantes (STC) ;
3. Le taux d'intérêts directeur de la Banque Centrale ;

La maîtrise de l'inflation

La hausse continue des prix au Gabon s'explique essentiellement par la structure des marchés (monopolistique ou oligopolistique) et par l'inflation importée. Elle n'est donc pas d'origine monétaire comme le laisse penser la théorie économique. L'absence de concurrence réelle entre les importateurs et les distributeurs fait que ces derniers s'entendent pour augmenter leur marge bénéficiaire au détriment des consommateurs. Pour mettre un terme à cela, il faut :

- Revoir et supprimer toutes les dispositions contractuelles qui attribuent l'exclusivité de la réalisation d'un service à un opérateur. Ce travail peut commencer par toutes les activités en relation avec les ports et le fret ;
- Appliquer de lourdes amendes aux opérateurs qui font dans les pratiques anti-concurrentielles ;
- Reformuler les agences de régulation en exigeant d'elles l'élaboration d'une structure des prix optimale. A titre d'exemple dans le secteur énergie, l'agence de régulation de l'eau et de l'électricité doit calculer les prix de revient d'un kilowatt d'électricité par exemple et d'obliger la SEEG à ne pas s'éloigner de celui-ci dans sa politique tarifaire vis-à-vis de ses clients.

• L'augmentation des prix des produits locaux s'explique par la faiblesse des capacités d'offre et la vétusté des outils de production. Une politique incitative au profit des produits locaux est à envisager. Celle-ci doit s'intéresser au problème des coûts de transport des produits du crû du lieu de production vers les centres de commercialisation car derniers impactent négativement la rentabilité des activités agricoles.

Une incertitude sur les excédents commerciaux

La balance commerciale gabonaise est traditionnellement positive. Cet excédent est toutefois diminué par les déficits des balances des services, des revenus et des transferts courants. Nous constatons ces dernières années une tendance à la détérioration des termes de l'échange qui appauvrit progressivement notre économie tout en indiquant que la question du niveau des réserves de change nécessaire pourrait être posée. La gestion de celles-ci va être une préoccupation majeure de la future BCG pour garantir le financement d'un minimum de mois d'importation. Pour avoir les réserves nécessaires en mesure d'assurer la couverture extérieure de la nouvelle monnaie, il faut que l'économie gabonaise soit capable d'accumuler les excédents commerciaux. La politique de change doit, pour sa part, favoriser la compétitivité des produits exportés en évitant d'avoir une monnaie surévaluée. La dévaluation doit être utilisée en tant que de besoin pour éviter des déficits persistants.

Une politique monétaire complexe

Parmi les instruments de la politique économique (politique commerciale, politique industrielle, politique budgétaire, etc.), l'utilisation de la politique monétaire apparaît

comme étant la plus compliquée. Cette situation provient du fait qu'il est en pratique difficile, voire impossible, de contrôler à la fois la masse monétaire, le taux d'intérêt et le taux de change.

La BCG aura l'obligation de déterminer le niveau de la masse monétaire qui donne les possibilités de financement de l'économie réelle à travers une variation du crédit bancaire. La difficulté de l'exercice réside dans le fait ce niveau dépend de la demande de crédit exprimée par les opérateurs économiques qui sont influencés par l'environnement économique en général. En plus ces demandes sont filtrées par les banques commerciales qui sont très frileuses surtout vis-à-vis des PME.

Pour trouver le bon niveau de la liquidité de l'économie, il faut aussi manipuler le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale qui détermine le coût de refinancement des banques secondaires et donc du crédit accordé aux opérateurs économiques non financiers. La BCG doit déterminer le bon niveau du taux d'intérêt qui met suffisamment de liquidité dans l'économie pour favoriser le développement des activités économiques réelles tout en maîtrisant l'inflation.

La nouvelle politique monétaire va établir un lien entre le taux de croissance réel de l'économie et le taux d'inflation. Kako Nabupko a démontré « qu'il est possible d'obtenir un supplément de croissance économique par le biais d'une politique monétaire expansionniste, avec un taux optimal d'inflation de 8% bien loin de la cible actuelle de 2% ». On pourrait envisager d'être plus souple en matière d'inflation et ainsi tourner le dos à la pratique bureaucratique sans fondements théorique ou empirique de la cible de 2%.

La création d'une monnaie nationale permettant d'atteindre des taux de croissance réels plus importants est une « ardente obligation » pour reprendre une expression de Pierre

Massé. Mais il faut garder à l'esprit que la gestion d'une monnaie nationale comme le franc rwandais ou le dirham marocain exige rigueur, discipline et flexibilité. A chaque choc économique il faut des réponses proportionnelles appropriées et dans les délais. Il n'est pas possible de faire comme les autruches qui mettent leur tête dans le sable en présence d'une menace. En matière économique, quand elles relèvent leur tête elles tombent sur la sanction immédiate des réalités qui peuvent se traduire par une faillite économique : fonte de réserves de changes, incapacité à rembourser la dette extérieure, inflation galopante... et crises sociales avec des conséquences politiques insoupçonnées. Et cette fois le Franc cfa ne pourra plus être le bouc émissaire !

Le passage à la nouvelle monnaie nationale nécessite une période de transition au cours de laquelle les deux monnaies vont coexister. Pendant cette période, il faut modifier le mode de prise des décisions dans les conseils d'administration des deux instituts d'émission. Il serait judicieux de passer de l'unanimité à la majorité simple afin de neutraliser le droit de veto de fait dont dispose l'administrateur français. De la même manière, il est impératif d'assouplir le fonctionnement du compte d'opération afin d'utiliser les surplus des réserves de change pour augmenter la liquidité des économies des pays membres. Enfin il est intéressant pour les français et les africains que ce compte d'opération soit géré par la Banque Centrale Européenne (BCE) si on veut tourner le dos définitivement à la référence coloniale. Le Franc cfa étant désormais arrimé à l'euro, plus rien ne justifie la présence du Trésor Public français dans le dispositif de gestion de celui-ci. Sauf s'il y a des raisons cachées.

* Docteur NR en Économie Mathématique et Économétrie, ancien enseignant à l'Université d'Aix-Marseille II.



APPEL D'OFFRES
POUR LA CAMPAGNE DE FORAGE
D'EXPLORATION

Repsol Libreville SA prépare sa campagne de forage d'exploration (Ultra-deep offshore) au Gabon. Pour identifier les contracteurs techniquement approuvables et commercialement attirants, la société lance des appels d'offres pour les domaines suivants :

- 1) Services Conseils (Consultant Services), Référence : GAB-B6521-2017
- 2) Services de Carottages – Analyse et Manipulation de la Carotte (Coring Services),
Référence : GAB-B6579-2017

Repsol Libreville SA souhaiterait inviter toutes les entreprises intéressées, ayant travaillé avec des opérateurs pétroliers.

Si vous êtes intéressés à participer, veuillez envoyer les informations concernant votre entreprise en indiquant le nom de Services et la Référence d'appel d'offres indiqués ci-dessus par courrier électronique (e-mail) à « lunamuetsegabon@repsol.com », avant 12h00 le 15 Mai 2017 pour les Services Conseils (GAB-B6521-2017) et avant 12h00 29 Mai 2017 pour les services de Carottages (GAB-B6579-2017).

Repsol Libreville SA se réserve le droit d'accepter et/ou rejeter tout ou partie des propositions et d'annuler le processus sans en donner les raisons.